

ACTES

JOURNÉES INTERSYNDICALES
ÉCOLOGIE ET ÉDUCATION

03-04
DÉC.
2024



BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL
CGT - MONTREUIL

DE 9H À 17H



1^{ère} édition

JOURNÉES INTERSYNDICALES ÉCOLOGIE & ÉDUCATION

Mardi 3 & mercredi 4 décembre 2024

La FERC-CGT, la FSU et SUD Éducation ont organisé la première édition des journées intersyndicales **Écologie & Éducation les 3 et 4 décembre 2024**, au siège de la CGT à Montreuil.

Ces deux journées de formation intersyndicales ont été des moments d'échanges, de réflexions et de construction de revendications, des mobilisations et des luttes. Pour permettre de placer les questions d'écologie au cœur de nos métiers et de nos établissements de la maternelle à l'université.

La parole a été donnée à des chercheur·euses, des associations, et des camarades engagé·es dans les différentes problématiques abordées : enjeux socio-politiques de la transition, l'enseignement de l'écologie, le rôle de l'école dans la transformation écologique, l'éco-anxiété, les pollutions aériennes, les évolutions des conditions de travail, l'évolution du bâti scolaire et universitaire.

Objectifs : partager les constats scientifiques, échanger sur les pratiques, élaborer un cahier revendicatif et préparer les luttes, ensemble.

Public visé : enseignant·es et personnel·les de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'agriculture : 100 personnes

Programme mardi 3 décembre 2024

>> 9h30 -10h : Accueil des participant·es

>> 10h - 12h30 : **INTRODUCTION**

« *Les mécanismes et les grands enjeux des dérèglements environnementaux dans la société* » avec **Emmanuelle Porcher**, écologue et biologiste de l'évolution ; **Jean-Louis Bergey**, coordinateur prospective ADEME ; **Raphaël Morera**, historien de l'environnement.

>> 14h - 15h30 : **PÉDAGOGIES ET PROGRAMMES / 2 ATELIERS**

. Atelier 1 / « *L'écologie, une matière à part ou un objet des savoirs disciplinaires ?* » avec les auteur·rices du livre *Écologies - Le vivant et le social*, **Philippe Boursier, Philippe Chailan, Marianne Fischman**. Ed. La Découverte
. Atelier 2 / « *Les jeunes sont-ils égaux face à l'éco-anxiété ?* »

>> 16h - 16h30 : **Restitution des ateliers**

>> 16h30 - 17h30 : **TABLE RONDE**

« *Pour une réelle bifurcation des programmes scolaires et universitaires* » avec **Raphaëlle Marx**, professeure de SES ; **Natacha Binard**, doctorante en pédagogie critique ; **Maud Valegeas** Sud Education.

> **Atelier 1 : L'écologie, matière à part ou objet des savoirs disciplinaires ?**

Avec : Philippe Boursier, Philippe Chailan, Marianne Fischman

Les réformes des programmes scolaires oscillent entre deux approches entre lesquelles les syndicats ont à se positionner. Faut-il faire de l'écologie une discipline à part ? Ou doit-elle être abordée dans chaque matière ? Certes, les enjeux environnementaux bouleversent les frontières entre sciences du vivant et du social. On sait cependant que la meilleure protection contre la mise au pas des savoirs par les décideur·ses politiques, et leur vision souvent partielle et partielle des problèmes et de leurs solutions, c'est l'autonomie d'enseignant·es qui raisonnent à partir de leurs savoirs disciplinaires.

Les auteurs et autrices du manuel critique *Écologies - Le vivant et le social*, issus de plusieurs horizons scientifiques, ont adopté cette approche à la fois résolument interdisciplinaire, mais ancrée dans les savoir-faire de chaque discipline. Pour une rupture écologique et sociale, les questions environnementales doivent devenir un objet, et même une dimension, de chaque enseignement.

> **Atelier 2 : Les jeunes sont-ils égaux face à l'éco-anxiété ?** Intervenant·es à venir

L'éco-anxiété est souvent diagnostiquée chez les jeunes générations. Abordée sous un angle psychologique seulement, la notion peut masquer la lucidité qui conduit à cette inquiétude face à l'avenir. En même temps, le phénomène peut être un obstacle réel à l'élaboration d'enseignements sur les questions environnementales.

L'atelier visera à mieux identifier les réalités que recouvre la notion d'éco-anxiété, à partir de recherches sociologiques qui montrent que les jeunes n'abordent pas ces questions de la même façon selon leur milieu d'origine, qui conditionne aussi l'ampleur des difficultés qu'elles et ils auront à affronter.

On réfléchira aussi aux moyens d'éviter le phénomène, souvent engendré par une éducation à l'environnement réduite à la responsabilisation (donc à la culpabilisation) individuelle. C'est peut-être en faisant comprendre aux élèves et étudiant·es que les moyens et les leviers collectifs, publics permettraient d'éviter les émotions paralysantes.

Programme mercredi 4 décembre 2024

>> 9h30 - 11h30 : / **2 ATELIERS**

. Atelier 3 / « *L'air que l'on respire* » Avec Francis Judas, CGT, Coordinateur associatif - Association Henri Pézerat et amiantés.

Projection d'un extrait d'un documentaire *Les Sentinelles* de Pierre Pézerat (2017).

. Atelier 4 / « *Évolutions climatiques, évolutions des conditions de travail, évolution des conditions d'études* » Avec Lou Chesné, porte-parole d'Attac ; Cyril Verlingue enseignant Snes FSU, collectif Urgence Amiante Ecoles ; Jean-François Naton, conseiller CGT au CESE.

>> 12h - 12h30 : **Retour des ateliers du matin en plénière**

>> 14h - 15h : **Séance plénière**

Témoignages des luttes écologiques et environnementales dans nos organisations syndicales

>> 15h30 - 16h30 : **Bilan des deux journées** >> et échanges sur les revendications communes

>> 16h30 - 17h : **Intervention de clôture** avec les responsables des organisations syndicales

> **Atelier 3 : L'air que l'on respire** Avec : Francis Judas

Des périodes de canicule plus longues et plus fréquentes et des pics de pollution en ville qui tendent à se répéter aggravent des risques pour la santé au travail. Nombreux agents chimiques (l'amiante, le radon, l'ozone, le monoxyde de carbone...) et biologiques (pollens, bactéries, moisissures) présents dans l'air à l'intérieur des bâtiments peuvent avoir des effets néfastes sur la santé des personnes qu'y travaillent et étudient. Ils peuvent être émis par les matériaux de construction, le mobilier ou provenir de l'extérieur des bâtiments : trafic routier, activité industrielle ou agricole voisine. Comment agir pour assurer des conditions de travail saines de nos bâtiments scolaires et universitaires et limiter les risques ? Quelles leviers et solutions existent aujourd'hui ? Comment faire reconnaître les expositions prolongées aux polluants comme des causes de maladies professionnelles ? Nous aborderons un exemple d'une longue lutte des exposés-es à l'amiante au bâtiment administratif du Tripode à Nantes et réfléchirons aux revendications à construire ensemble syndicalement pour nos écoles et nos universités.

> **Atelier 4 : Évolutions climatiques, évolutions des conditions de travail, évolutions des droits** Avec : Lou Chesné, Cyril Verlingue, Jean-François Naton

Les épisodes climatiques extrêmes se développent sur l'ensemble du territoire : périodes de fortes chaleurs, inondations. Les conditions de vie et de travail sont affectées par ces manifestations du dérèglement climatique dont les répercussions sanitaires, la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité deviennent très perceptibles. L'exigence d'un milieu de travail sûr et salubre est inscrite dans les droits fondamentaux au travail de l'OIT. Les améliorations des conditions d'études et de travail ouvrent sur plusieurs sujets : la rénovation du bâti scolaire et universitaire, ce sujet est plus que jamais d'actualité. En attendant un réel plan de rénovation d'ampleur, il nous faut également ouvrir la discussion sur des aménagements indispensables mais également l'acquisition de nouveaux droits pour les salarié-es et l'amélioration des conditions d'études. La recherche d'un complet bien-être doit être intégrée aux politiques de santé, une approche décloisonnée de la santé au travail face aux enjeux du dérèglement climatique nécessite de traiter les conséquences sur les conditions de travail et dans tous les domaines de l'existence. La prise de conscience des effets de la canicule sur le travail amène à revisiter la question de la santé au travail et celle, nécessaire, du dialogue social pour la recherche de solutions.

Propos introductif Chrystelle

Bonjour à toutes et à tous,

Bienvenue à la bourse nationale du travail de la CGT.

Bienvenue pour ces deux jours.

Deux journées d'études de formation où il est question d'éducation et d'écologie ou d'écologie et d'éducation

Deux journées proposées en intersyndicale avec la FSU et SUD

Avant d'aller plus loin dans mon introduction, je veux remercier les camarades qui participent depuis presque un an à l'élaboration du programme : Anna Hervé Julie Julien Marie Eva et Maud

Vous allez les rencontrer tout au long de ces deux jours en partie merci à eux, merci aux intervenant-es de venir à notre rencontre

Nous vous remercions pour vos inscriptions et au vu de la participation, on peut dire que nous avons répondu à une attente

Au programme des deux jours ;

Un propos introductif d'Emmanuelle Porcher écologue, Jean Louis Bergey de l'ADEME et Raphaël Moreira historien

Puis après deux ateliers à choisir parmi les quatre thèmes

- l'écologie est-elle une matière à part ?
- l'éco anxiété et les jeunes

En fin d'après-midi une table ronde sur la bifurcation des programmes

Demain deux ateliers :

- l'air que l'on respire avec un focus sur l'amiante composé toxique et mortel toujours présent dans nos établissements et nos services
- évolution climatique évolution des conditions de travail comment mettre en avant de nouvelles revendications ?

Pour mardi après-midi on fera un bilan toutes et tous ensemble

Voilà le programme de ces deux jours qui sont sûrement le début d'une réflexion, et en tout cas deux jours de discussion entre personnel de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Deux jours de discussion entre trois organisations syndicales, organisations convaincues par la nécessité d'agir et d'agir collectivement sur le sujet, au vu de l'urgence. L'urgence d'agir ensemble pour améliorer les conditions d'études et les conditions de travail.

L'urgence d'agir face aux propositions des différents ministres qui se sont succédés et je pense que vous le savez toutes et tous la prise en compte du sujet est constamment remise en cause par les choix du gouvernement ultralibéral qui surexploite les humains et les ressources. Pour l'éducation nationale les propositions depuis 2017 de rénovation des programmes sur différentes matières via le Conseil supérieur des programmes sont plus un effet de mode qu'une véritable politique éducative. Les financements des projets pédagogiques, ceux de la rénovation du bâti à peine validés sont sujets à des coupes budgétaires et l'objectif des 10000 rénovations thermiques d'ici 2027 grâce à un fond vert de deux milliards prévus s'éloignent rapidement.

Et que dire des partenariats mis en place avec la fondation Ushuaïa : fondation privée , le SNU et les services civiques qui sont des dispositifs contestables et contestés.

Voilà après cette brève introduction laissons place la discussion à la réflexion collective parce que seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin alors bonne journée à toutes et à tous.

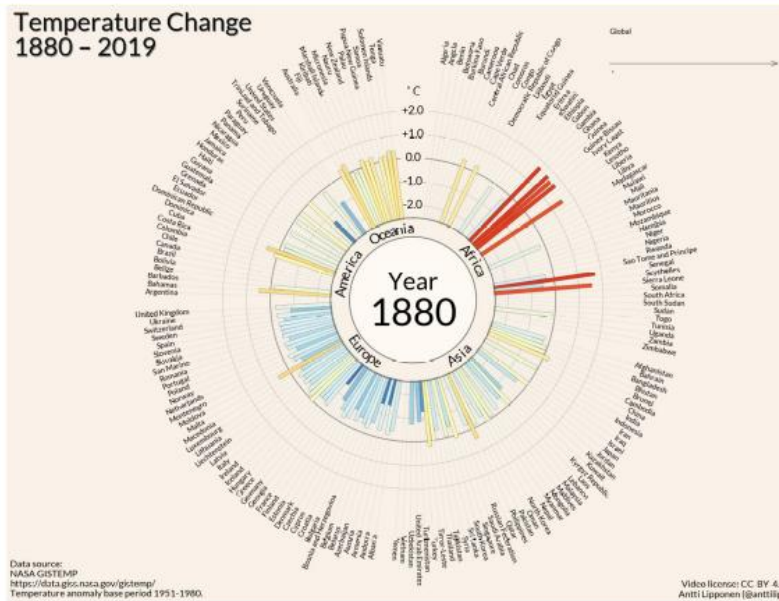
Les enjeux de la biodiversité et du clim

Emmanuelle PORCHER
emmanuelle.porcher@mnhn.fr

Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation
Muséum national d'Histoire naturelle



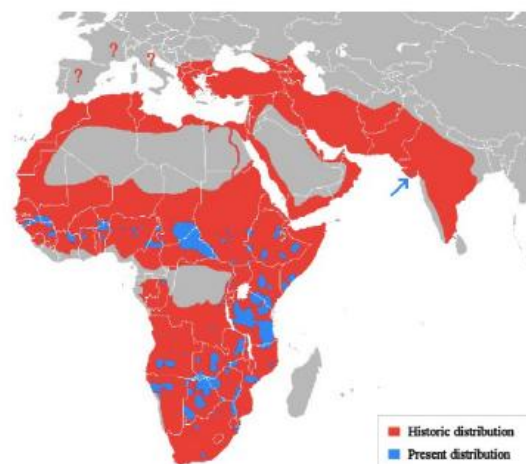
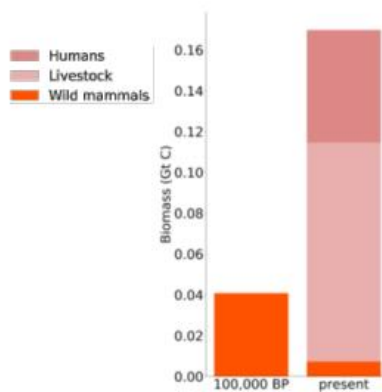
Changements climatiques : un réchauffement moyen de la plan



Crise du vivant : pas uniquement des disparitions d'espèces



🐾 Mammifères : sur 177 espèces, toutes ont perdu au moins 1/3 de leur aire de répartition



+ changements dans les compositions, les fonctionnements...

Ceballos et al. 2017; Hallmann et al. 2017, BarOn et al. 2018

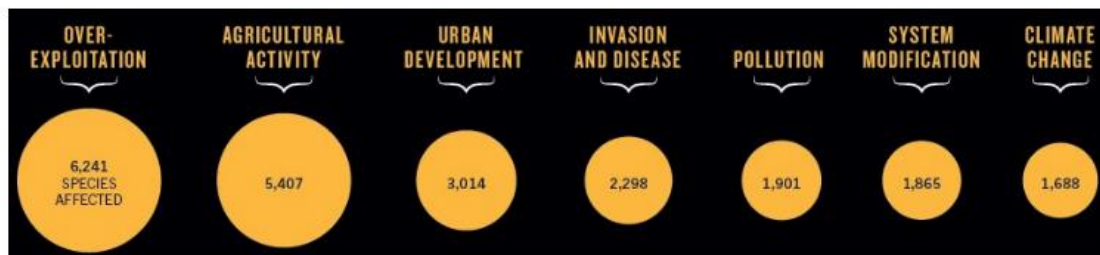
Les causes des changements

- Les humains
 - et leur niveau de vie
- Destruction d'habitats
- Surexploitation
- Pollutions
- Invasions biologiques
- Changements climatiques

The ravages of guns, nets and bulldozers

The threats of old are still the dominant drivers of current species loss, indicates an analysis of IUCN Red List data by Sean Maxwell and colleagues.

11 AUGUST 2016 | VOL 536 | NATURE | 145



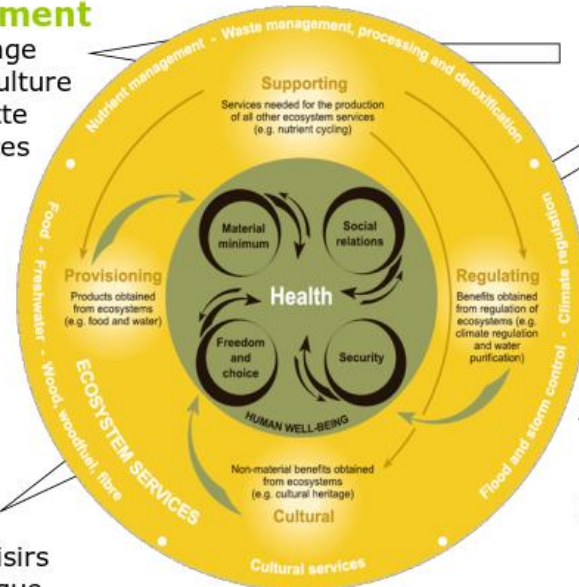
Pourquoi ces changements de biodiversité sont inquiétants ?



Les humains dépendent du reste du vivant : services écosystémiques

Approvisionnement

Cultures ; Élevage
Pêcheries ; Aquaculture
Gibier ; cueillette
Bois ; Ressources génétiques
Eau potable



Support

Production primaire
Recyclage ; Fertilité des sols ; Pollinisation
Habitat pour les espèces

Régulation du climat
Purification des eaux et de l'air ; Régulation des flux hydriques ; Atténuation des perturbations ; Contrôle de l'érosion ; Contrôle biologique ; Prévention des épidémies

Régulation Environnementale

Culture

Écotourisme ; Loisirs
Éthique ; Esthétique
Éducation

Un exemple de service en diminution : pollinisation des cultures

70% des espèces cultivées dépendent des pollinisateurs

France : rendement du cassis divisé par 4 du fait du manque de pollinisateurs



Échelle mondiale : Café
Rendements des cultures dépendantes des pollinisateurs plus faibles et plus instables (Garibaldi et al. 2011)

Indicateurs de l'efficacité de la pollinisation des cultures



Des solutions déconnectées

Options souvent choisies pour remédier à la disparition des pollinisateurs



Utilisation d'espèces domestiques



Variétés moins dépendantes des pollinisateurs



Pollinisation à la main



Pollinisation par des machines

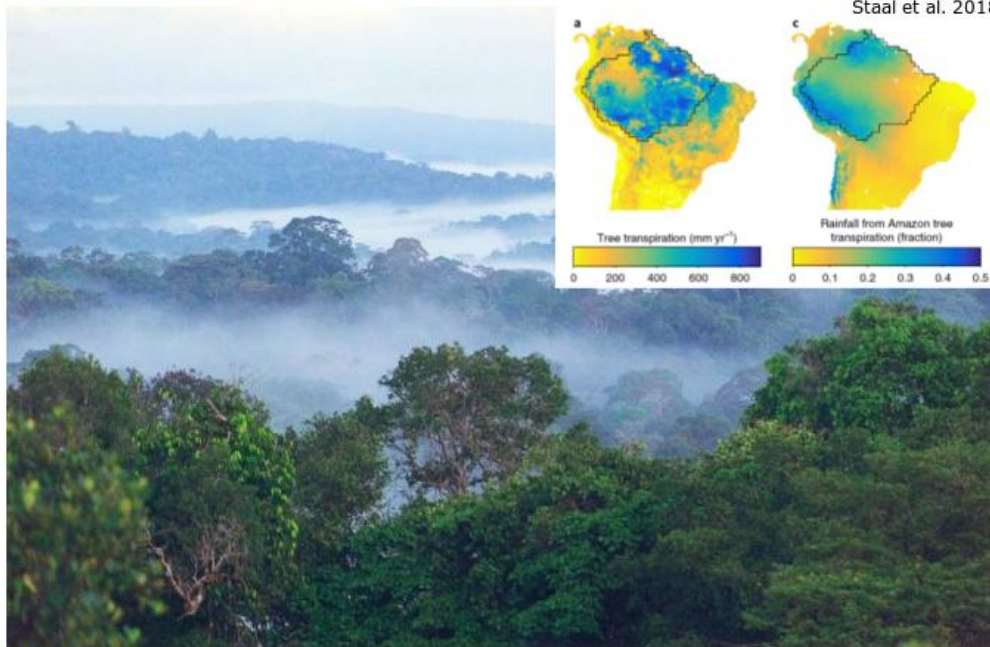
Régulation de l'environnement : le viva influence le fonctionnement de la planète



Différences entre la Terre et Venus : dues à la présence de vie ?



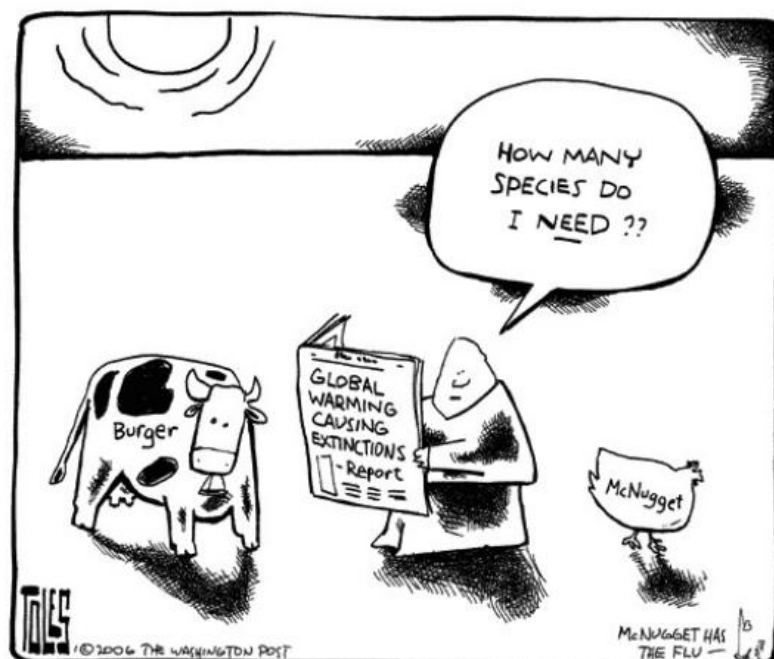
Un exemple avec la forêt amazonienne



11

Visualisation : <https://www.youtube.com/watch?v=4794mgJLTbU>

Quelles conséquences des changements du vivant ?

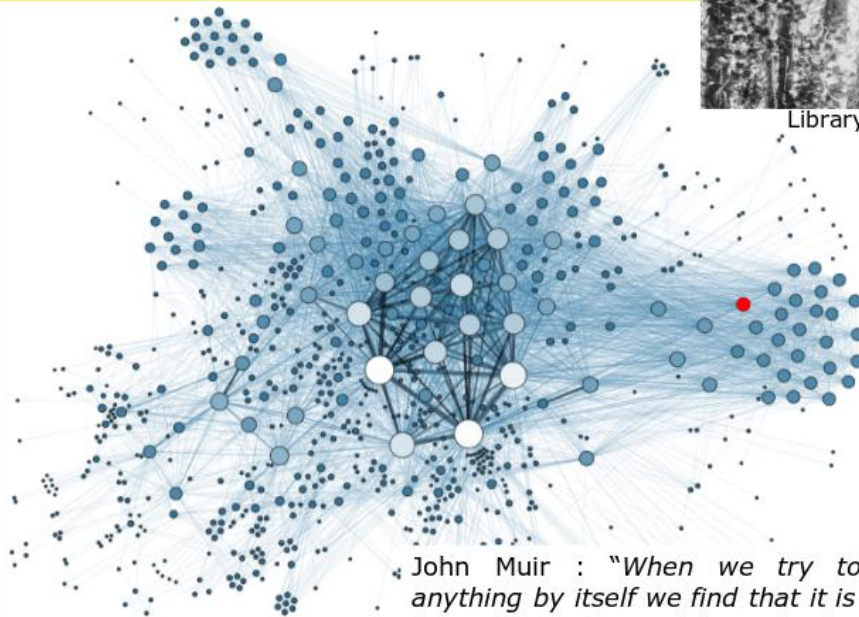


12

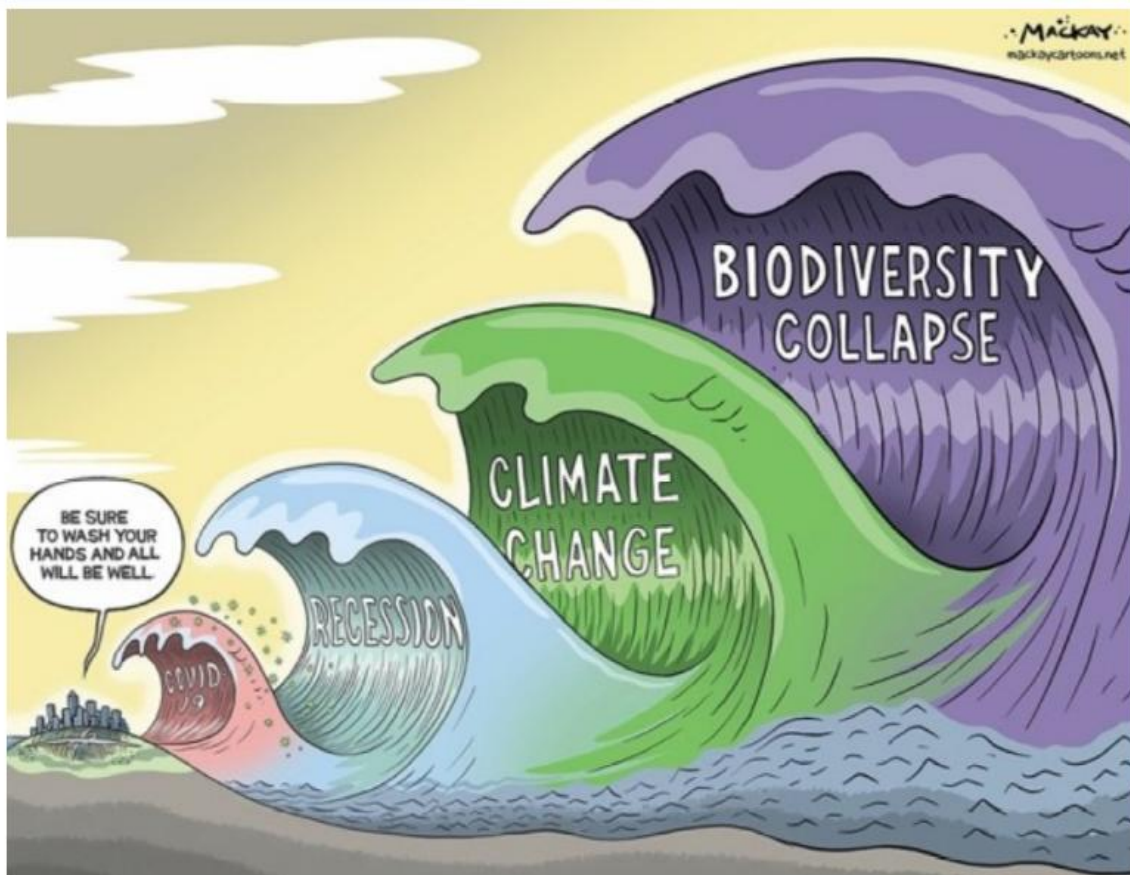
Rôle des interactions : le monde vivant est un tissu vivant



Library of congress



John Muir : "When we try to pick out anything by itself we find that it is bound fast by a thousand invisible cords that cannot be broken, to everything in the universe."



Pourquoi le manque de réactivité

👤 Combien de marques reconnaissez-vous ?



Combien d'oiseaux reconnaissez-vous ?



Déconnection / Extinction de l'expé

Fauvette à tête noire



Merle noir



Rouge-gorge familier Mésange charbonnière



Étourneau sansonnet



Pigeon biset



Moineau domestique

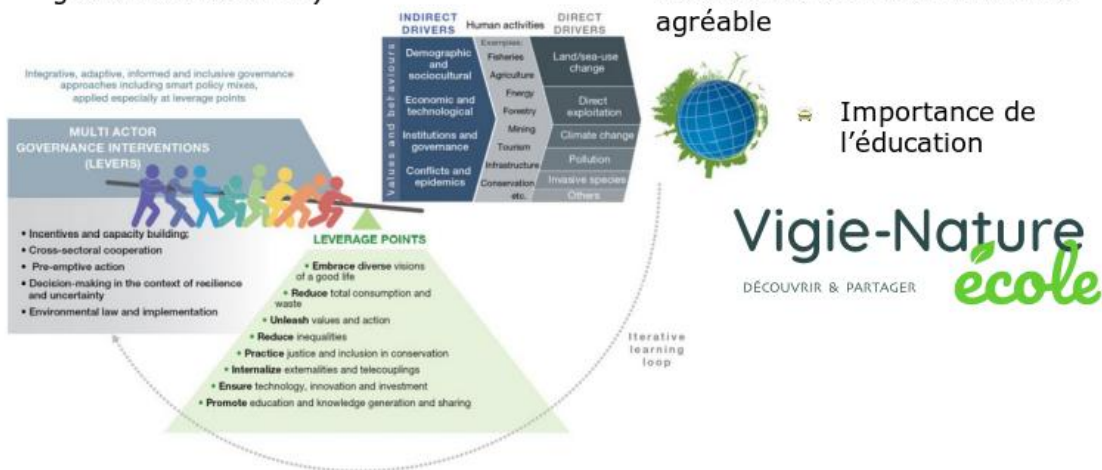


Pinson des arbres



Peuton faire quelque chose ? Ou

- 📌 Les mesures de protection peuvent restaurer la nature
 - Ex. Systèmes aquatiques
- 📌 Suivre les recommandations du GIEC (Pour baisser les émissions de gaz à effet de serre)
- 📌 Suivre les recommandations de l'IPBES pour protéger la nature et transformer les sociétés
 - Repenser les valeurs de la nature et la définition d'une vie agréable



Merci !

« SI LES ARBRES DONNAIENT DU WIFI, ON EN PLANTERAIT TOUS UN ET ON REFORESTERAIT LA TERRE. C'EST VRAIMENT DOMMAGE QU'ILS NE DONNENT QUE DE L'OXYGÈNE, RÉGULENT LE CLIMAT ET PRODUISENT DES FRUITS... »



Alessandro Pignocchi



Objectifs de Transition(s) 2050

- **Illustrer concrètement pour tout un chacun** ce que ça veut dire dans la vie courante qu'atteindre la neutralité carbone en 2050 par une voie ou par une autre : comment se loge-t-on ? Comment se déplace-t-on ? Que mange-t-on ? Que consommons-nous ? Quelle économie ?
- Eclairer les **décisions politiques incontournables à court et moyen terme** par un exercice pédagogique, avec des scénarios volontairement contrastés permettant de mieux faire apparaître les différences des différents scénarios ?



Les secteurs concernés

- Aménagement
- Bâtiments
- Mobilités
- Alimentation
- Production agricole
- Production forestière
- Production industrielle
- Mix gaz
- Froid et chaleur réseaux et hors réseaux
- Biomasse énergie
- Carburants liquides
- Hydrogène
- Déchets
- Ressources et usages non alimentaires de la biomasse
- Puits de carbone



Récits des scénarios



S1 GÉNÉRATION FRUGALE

Frugalité contrainte

Villes moyennes et zones rurales

Low-tech

Rénovation massive

Nouveaux indicateurs de prospérité

Localisme

3x moins de viande



S2 COOPÉRATIONS TERRITORIALES

Modes de vie soutenables

Économie du partage

Gouvernance ouverte

Mobilité maîtrisée

Fiscalité environnementale

Coopérations entre territoires

Réindustrialisation ciblée



S3 TECHNOLOGIES VERTES

Technologies de décarbonation

Biomasse exploitée

Hydrogène

Consumérisme vert

Régulation minimale

Métropoles

Déconstruction / reconstruction



S4 PARI RÉPARATEUR

Consommation de masse

Étalement urbain

Technologies incertaines

Économie mondialisée

Intelligence artificielle

Captage du CO₂ dans l'air

Agriculture intensive



Les principaux enseignements

- La **sobriété** jusqu'où ?
- Peut-on s'appuyer uniquement sur les **puits naturels** de carbone pour atteindre la neutralité carbone ?
- Qu'est-ce qu'un **régime alimentaire** durable ?
- Artificialisation, précarité, rénovation : une autre économie du **bâtiment** est-elle possible ?
- Vers un **nouveau modèle industriel** : la sobriété est-elle dommageable pour l'industrie française ?
- **L'eau** : enjeu majeur d'adaptation au changement climatique



Un site ressources pour les enseignants

<https://agirpouurlatransition.ademe.fr/acteurs-education>

The screenshot shows the website interface with a navigation menu (ACCUEIL, ENJEUX, SOLUTIONS, ACTUALITÉS) and a main section titled 'Acteurs de l'éducation'. Below this, there are several articles and resources, including 'Travaillez avec vos élèves sur les objectifs de développement durable', 'Faire réfléchir vos élèves sur leur bilan carbone simplifié', 'Calculer des dérivés partiels autour du développement durable', and 'Découvrez les impacts du changement climatique dans toutes les régions de France'. A 'Me contacter' button is visible at the bottom right of the page.

- **Des actualités** à ne pas manquer
- 150 ressources classées par thématique, type d'outil, objectif de développement durable...
- **Des ressources** pour tous les niveaux :
 - École élémentaire
 - Collège
 - Lycée (filiale professionnelle et générale)
 - Études supérieures

Des outils pour se former en autonomie

Pour les enseignants :

<https://agirpourlatransition.ademe.fr/acteurs/education/se-former>

Pour les jeunes :

<https://mtaterre.fr/meformer>

Téléchargez/Downloadsur Les futurs en transition

Le rapport
La synthèse
Le résumé exécutif



Téléchargez les jeux de données
data-transitions2050.ademe.fr

La vidéo en motion capture



Festival Atmosphere



Article sur la sobriété



Les feuillets :

- Mix Électrique
- Matériaux de la transition énergétique
- Les effets macro-économiques
- Adaptation au Changement Climatique
- Sols
- Mode de vie
- Protéines
- Construction neuve
- Logistique des derniers kilomètres
- Gaz et Carburants liquides
- Territoires

Qualité de l'Air
Numérique
Empreinte matières et CO₂
Adaptation du système électrique
Effets distribuifs sur les ménages
Sobriété

> Atelier 1 : L'écologie, matière à part ou objet des savoirs disciplinaires ?

II. L'écologie est politique Marianne Fischman

L'écologie, une discipline à part : quelques raisons de se poser la question

Nous avons quelques raisons de nous poser la question de savoir si l'écologie est une discipline à part ou un objet des savoirs disciplinaires. La nature a en effet longtemps été pensée hors du champ des sciences sociales, par exemple en sociologie ou encore en économie. La nature étant à part, les sciences qui l'étudient le sont aussi.

Pourtant, depuis quelques décennies, les sciences sociales en ont fait une branche, elle-même néanmoins à part, de leurs disciplines respectives : il existe désormais des travaux en économie de l'environnement et des ressources naturelles et en économie écologique, en sociologie de l'environnement, en histoire environnementale, etc.

Mais l'écologie est-elle un objet d'étude en plus des savoirs disciplinaires, comme la famille, la culture, l'État, ou un objet au cœur même de ces savoirs disciplinaires ?

Bref, l'écologie est-elle une discipline à part ou un objet des savoirs disciplinaires ?

Quelle que soit la réponse, nous verrons qu'est toujours en jeu la question de nos existences humaines, puisque poser avec l'écologie, la question de l'habitabilité de la planète, revient à interroger nos modes de vie, nos manières de subsister et en particulier de nous alimenter. L'alimentation sera donc aussi le fil directeur de ma réflexion ici.

1. L'écologie comme discipline à part, une conception d'emblée politique de l'écologie. Les apports de l'histoire et de la science politique.

Pour le premier point de mon exposé, je vais tenter de tirer quelques leçons de l'histoire des parcs nationaux en Afrique de l'Est, puis de l'analyse des questions écologiques depuis les Caraïbes.

a) Les leçons à tirer de l'histoire des parcs nationaux en Afrique de l'Est

Penser l'écologie comme discipline à part, explique Guillaume Blanc dans son ouvrage La nature des hommes, une mission écologique pour « sauver » l'Afrique », paru en 2024 aux éditions La Découverte, consiste à partir de l'universalité prétendue du monde et de l'humanité. Cette représentation permet de dire que ce monde voit ses régulations perturbées par l'activité humaine.

Celles et ceux qui vivent sur les territoires font donc « obstacle à la préservation de la nature » en lui imposant une capacité de charge qu'elle ne saurait supporter sans la surexploiter, la dérégler voire la faire disparaître.

Dès lors, des choix de société doivent être faits pour lever ces obstacles, choix que l'écologie peut aider à définir sur la base des connaissances scientifiques qu'elle établit. Aussi s'agit-il bien d'emblée d'une conception politique de l'écologie où les principes de gouvernement de la nature sont des principes de gouvernement des hommes et de leurs manières d'habiter la terre. Plus exactement, cette écologie « ne peut pas être celle des hommes et des femmes qui y vivent. Elle peut seulement être celle d'hommes plus puissants qu'elles et eux » (*idem.*, p. 252). Et c'est pourquoi, bien que scientifique, cette écologie est déjà politique.

Elle fonde pour Guillaume Blanc la politique de parcs nationaux en Afrique pensée comme «catégorie écologique» dans les années 50 à 80 où les experts qui font de l'écologie une discipline à part s'arrogent le droit de transformer les pratiques et d'en imposer d'autres à celles et ceux qui vivent sur les terres à protéger : à développer le tourisme là où sont créés des parcs nationaux, patrimoine de l'humanité, en les vidant de leurs habitants, dépossédés de leurs droits d'y habiter, d'y cultiver les terres, d'y pratiquer l'élevage et la chasse.

A ce titre, l'histoire nous invite alors à interroger ce que Malcolm Ferdinand appelle dans son ouvrage, Une écologie décoloniale, penser l'écologie depuis le monde caribéen, publié au Seuil en 2019, « la double fracture » qui sépare l'histoire environnementale de l'histoire coloniale. Car si l'on comprend à présent qu'à part, l'écologie est d'emblée politique, il reste à savoir ce qu'apporte à la compréhension des dérèglements écologiques de ne pas occulter l'histoire, le social ni le politique.

b) La double fracture qui sépare l'histoire environnementale de l'histoire coloniale

Malcolm Ferdinand montre que réintroduire l'histoire coloniale et les rapports sociaux issus de cette histoire au sein de l'écologie est essentiel. Car apparaît ainsi que l'exploitation des humains conditionne l'exploitation intensive de la nature à l'origine des dérèglements écologiques. Et que la hiérarchie socio-raciale et entre les territoires au profit d'une minorité n'est pas viable.

De fait, à l'inverse, rappelle Malcolm Ferdinand, la double fracture coloniale et environnementale établit un lien entre pluviométrie et déforestation par exemple, avec le botaniste et administrateur colonial Pierre Poivre, intendant de l'île Maurice, célébré comme un des pionniers de la pensée écologique car il fut l'un des premiers à établir ce lien, sans remettre en cause le rôle moteur joué par l'économie de la plantation et l'esclavage des noirs – tout comme l'histoire coloniale est souvent pensée coupée de l'histoire environnementale, alors que la situation des esclaves et de leurs descendants est historiquement et toujours aujourd'hui intimement liée à la déforestation préalable aux grandes cultures de café, coton, canne à sucre, etc. – ce que Malcolm Ferdinand appelle « l'habiter colonial » de la « Plantation », manière d'habiter la terre qui n'a selon lui pas fondamentalement changé et se poursuit donc aujourd'hui « malgré des avancées sociales et politiques très fortes, telles que l'abolition de l'esclavage, l'accès à des droits sociaux ou la démocratie » (<https://lamanufacturedidees.org/wp-content/uploads/2020/02/Malcolm-Ferdinand-Grand-entretien-Huma140220.pdf>).

En ce sens, la crise écologique est liée à la réduction du monde à un marché de ressources consommables et profitables prenant appui sur une hiérarchie entre êtres humains et entre les différentes terres du globe, à savoir entre ceux et celles du Nord et du Sud global mais aussi au sein de chacun de ces territoires entre les zones de relégation où vivent les subalternes et les espaces que se réserve la bourgeoisie. Une crise écologique donc, liée à l'uniformisation du monde (des plantes, des usages des terres, et plus généralement des manières de produire et de consommer mais aussi de penser le monde) subordonné à la Plantation et à son impossibilité politique : ce monde n'est pas viable, il est violent, toxique et mortifère.

Quelles sont les caractéristiques de ce monde ? la dépossession (au détriment de formes autonomes d'organisation du travail) et l'exploitation compulsive de la terre et des humains (du vivant en général) asservis aux modes de vie et aux manières d'habiter la Terre d'une minorité – qui à cette fin valorise l'agro-industrie et les cultures d'exportation au détriment de l'agriculture vivrière, de l'artisanat et de l'économie informelle et domestique sans lesquelles le monde n'existerait pas.

Malcom Ferdinand, Une écologie décoloniale, La Découverte, 2019, p. 67.

Caractéristiques de l'habiter colonial.

	Principes	Fondations	Formes
Rapports à la terre	Dépendance géographique et ontologique	Usurpation de la terre	Propriété privée de la terre
Rapports aux non-humains	Exploitation des non-humains	Défrichage/ déforestation	Plantations
Rapports aux autres humains	Altéricide	Massacre des Amérindiens et domination des femmes	Asservissements et esclavages

Caractéristiques de l'habiter colonial.

Qu'est-ce que cela implique ? que non seulement la nature est un champ de bataille » pour reprendre l'expression du sociologue Razmig Keucheyan (La nature est un Champ de Bataille, Zones, 2014) mais surtout que l'écologie est une affaire de justice sociale autour de laquelle s'articule des questions liées à la propriété, au travail et à la démocratie.

2. Du « champ de bataille » à la justice sociale : enjeux autour de la propriété, du travail et de la démocratie. Le regard des sociologues et des économistes.

a) La nature est un champ de bataille, objet des sciences humaines et sociales

L'épaisseur sociale de la nature structurellement construite sur des inégalités socio-économiques qui hiérarchisent les humains et les terres entre eux, fait de la nature « un champ de bataille » que seule, l'écologie comme discipline à part ne peut se saisir.

L'écologie nous concerne certes toutes mais à des degrés différents dans la manière de contribuer aux dégradations, d'accéder aux ressources naturelles et de subir les dégradations écologiques et les dérèglements environnementaux dont l'analyse relève de ce point de vue des sciences humaines et sociales. Pour Razmig Keucheyan la nature est même « la plus politique des entités » car elle est construite par les politiques publiques, définie par les associations et institutions qui s'en érigent les défenseurs, pensée par les philosophes et non seulement les scientifiques, discutée en termes juridiques, au niveau international avec la justice climatique et la dette écologique, et, au niveau national, avec la justice environnementale ; son altération via les pollutions est prise en compte en termes épidémiologiques en santé publique. Enfin, en santé au travail, l'écologie est une problématique de plein droit, et au cœur de luttes syndicales (sur les pesticides par exemple). Ajoutons avec Razmig Keucheyan et Hélène Tordjman que ce champ de bataille se caractérise aussi par le fait que la nature fait l'objet d'une stratégie d'accumulation du capital puisqu'il s'agit d'en tirer profit mais aussi de tirer parti des crises écologiques avec le développement de la finance verte et la financiarisation des déficits publics et de de la protection sociale, que ces crises accroissent. Et comme dans les parcs nationaux, comme dans le modèle extractiviste de la Plantation, les solutions aujourd'hui valorisées face au dérèglements écologiques continuent d'entraver les cultures vivrières, par exemple avec le développement des biocarburants qui conduit Hélène Tordjman dans son ouvrage La croissance verte contre la nature paru en 2024 aux éditions La découverte à écrire qu'entre « manger ou conduire, il faut choisir ». Ce champ de bataille se caractérise enfin par les guerres vertes ou guerres du climat que constituent les conflits armés liés à la raréfaction des ressources ou dont les formes sont pensées en lien avec les bouleversements écologiques. La finance et la géopolitique sont donc également convoquées pour se saisir des questions écologiques.

b) L'écologie est une question de justice sociale

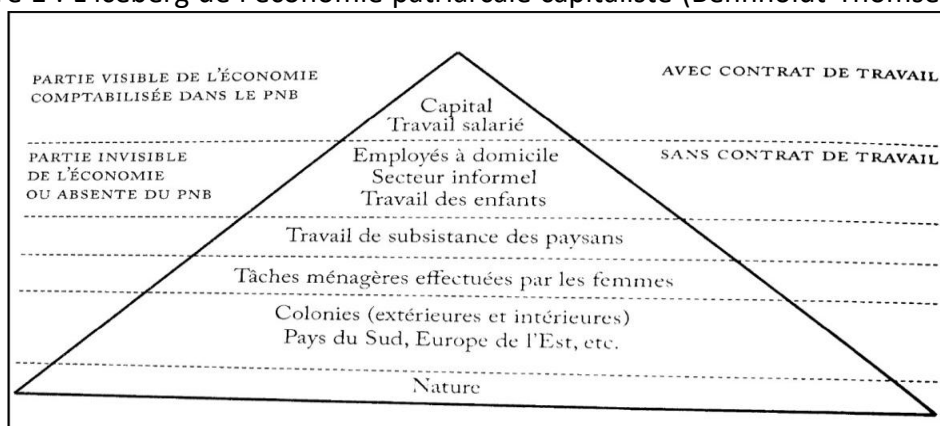
Mais si la nature est donc bien un champ de bataille, l'écologie est surtout une question de justice sociale par conséquent au cœur des savoirs disciplinaires. La hiérarchisation des vies et des terres à l'origine des questions écologiques implique en effet que préserver la terre et la dignité humaine vont de pair. Comme l'affirme Malcom Ferdinand, l'urgence écologique demande réparation non pas au simple sens de décontamination environnementale ni seulement de dédommagement et reconnaissance des crimes liés à l'esclavagisme et à la colonisation mais surtout en termes de construction d'un monde où la « possession en commun de la Terre qui protège et nourrit permet à chacun.e de retrouver son humanité ».

Comment construire ce monde en commun ? En s'appuyant sur le travail de subsistance des subalternes sur qui repose toujours la cohésion sociale et la reproduction des existences, affirment les éco féministes allemandes Veronika Bennholdt-Thomsen et Maria Mies dont les travaux ont été réintroduits en France par Geneviève Pruvost dans son ouvrage Quotidien politique, féminisme, écologie, subsistance, publié à la Découverte en 2021.

De quoi s'agit-il ? : « la production de subsistance ou production de la vie inclut tout travail servant à la création, à la perpétuation et à l'entretien direct de la vie sur Terre et qui n'a pas d'autre objectif que lui-même ». « La subsistance est simplement la manière dont les gens produisent et reproduisent leur propre vie au quotidien et dont le processus se trouve entre leurs mains, matériellement et socialement. En d'autres termes, nous avons toutes et tous une expérience pratique du travail et de la production de subsistance, même si c'est de manière très différente et à des degrés divers. Cette richesse de la pratique de la subsistance est le réservoir dans lequel nous pouvons puiser pour adopter une perspective de subsistance, même au XXI^e siècle » (Veronia Bennholdt-Thomsen, « La perspective de la subsistance », entretien avec Geneviève Pruvost, Cahier du genre, pp. 260-261 < <https://cahiersdugenre.cnrs.fr/wp-content/uploads/2023/07/entretiencdg74.pdf>>).

La perspective de la subsistance part d'une représentation des activités de subsistance dans la société actuelle, « structurée de facto par le travail salarié, par la division hiérarchique du travail entre hommes et femmes, et dominée par le marché mondialisé » (idem.). Cette représentation permet de construire un modèle de l'iceberg

Figure 1 : L'iceberg de l'économie patriarcale capitaliste (Bennholdt-Thomsen et Mies 2022,



p. 76)

Dans ce modèle, « comme un iceberg dont la plus grande partie est immergée, la majorité de l'économie est invisible si l'on se cantonne au cadre de la conception dominante de l'économie.

Pourtant, la pointe relativement petite du travail salarié repose sur tout le reste : un immense travail de production accompli par les paysans et paysannes, par le travail domestique des femmes, par le travail des colonisé·es et ex-colonisé·es, dans l'économie dite informelle, par la nature elle-même. » (p. 263).

Revalorisant les formes autonomes d'organisation du travail de production dans des activités vivrières, incomparables au travail de consommation permis par le salariat de la société industrielle et le modèle de la femme au foyer, cette approche ouvre la voie à une sortie de l'aliénation capitaliste et patriarcale permettant de recouvrer une autonomie en prenant soin de la Terre, « d'inclure la communauté biotique et la division internationale du travail, tout en mettant le doigt sur l'impossibilité de réduire la matière à un bloc sans histoires, ni contraintes » (Geneviève Pruvost, op.cit., p. 329) et ce, en s'appuyant sur « le mode de rencontre le plus banal, le plus trivial, le plus local qui soit » qu'est « le propre de la fabrique de la vie quotidienne » (idem., p. 335).

Il s'agit donc de politiser le moindre geste. Or comment faire cela ? Si des expériences de ce type de vie existent, pour permettre l'existence de ceux qui s'y trouvent, humains et non humains, elles restent souvent très localisées. Comment multiplier les maisonnées et faire système pour que la société tout entière bifurque ? Si j'avais le temps, je pourrais tenter de vous convaincre que c'est en s'appuyant sur l'effectivité et la réussite de l'institution que constitue le régime général de sécurité sociale et que visent à recréer en particulier aujourd'hui, les expériences de sécurité sociale de l'alimentation qui s'emparent de cette question du travail, de la propriété et de la démocratie.

Je vous remercie.

BIBLIOGRAPHIE

L'écologie est politique Marianne Fischman

Quelques propositions d'ouvrages, deux articles en ligne et un film

Guillaume Blanc, La Nature des Hommes, une Mission Écologique pour « Sauver » l’Afrique
», La Découverte, 2024.

Kévin Certenais et Laura Petersell, Régime général, Riot éditions, 2022.

Collectif Rosa Bonheur, « Les classes populaires fabriquent la ville. », Contretemps, 30 sept
2019

<<https://www.contretemps.eu/classes-populaires-ville>>

Benoît Coquard, Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin, La Découverte,
2019.

Malcom Ferdinand, Une écologie décoloniale, penser l’écologie depuis le monde caribéen,
Seuil, 2019.

Fanny Fulchiron et Ronan Kerneur, Les Arbres meurent debout,
<https://www.cinemutins.com/les-arbres-meurent-debout>, 2021.

Emilie Hache, Reclaim. Anthologie de textes écoféministes, Cambourakis, 2019.

Justice info, « Bataille pour le climat à la CIJ », [justiceinfo.net](https://www.justiceinfo.net),
29 novembre 2024,

<<https://www.justiceinfo.net/fr/138927-bataille-climat-cij.html>>.

Razmig Keucheyan, La Nature est un Champ de Bataille, Zones, 2014.

Maria Mies et Veronika Bennholdt, La Subsistance : Une Perspective Ecoféministe, La
lenteur, 2022 (1997).

Geneviève Pruvost, Quotidien Politique – Féminisme, Ecologie, Subsistance, La Découverte,
2021.

Geneviève Pruvost, La Subsistance au Quotidien – Conter ce qui Compte, La Découverte,
2024.

Hélène Tordjman, La Croissance Verte Contre la Nature – Critique de l’écologie marchande,
La Découverte, 2021.

Le vivant et le social éditions de la découverte Michel BOURSIER.

Naissance de l’écoféminisme éditions PUF Française

Atelier écologie une matière à part (notes personnelles)

Il faut diffuser les connaissances via les savoirs scientifiques mais pas s'y cantonner, une approche via les sciences économiques, les sciences humaines ou la philosophie est possible et pertinente.

Il permet d'expliquer les concepts de domination et les inégalités environnementales : domination entre groupes d'humain ou de non humain, humain contre nature.

Il permet également d'aborder les notions d'écoféminisme, d'écologie coloniale, d'écologie intersectionnelle, racisme environnementale (exemple USA aires d'accueil de groupe ethnique près des déchetteries).

L'écologie est politique.

Discipline ou objet de savoir disciplinaires (social, histoire, politique, scientifique)

Écologie décoloniale « Malcom Ferdinand » thèse doctorat comment penser l'écologie à partir du monde caribéen <https://www.youtube.com/watch?v=uKKz2yJ29VI>

Uniformisation du monde.

C'est une histoire de justice sociale au cœur des savoirs disciplinaires.

Si on reste sur une discipline à part on passe à côté du politique du global accumulation du capital guerre verte raréfaction des ressources.

Géopolitique production de substances.

Iceberg de l'économie patriarcale capitalisme.

Sécurité sociale de l'alimentation.

On peut utiliser une constellation d'œuvre dans les sciences sociales sciences de la vie et de l'univers.

Pensée animiste : Philippe Descola : https://www.lemonde.fr/livres/article/2024/11/24/les-mondes-possibles-de-philippe-descola_6411472_3260.html

<https://www.youtube.com/watch?v=267quCdOa7o>

<https://www.youtube.com/watch?v=uhwnsHigU0U>

Le social est très contraint par les propriétés biologiques

Altricialité : Une espèce est dite altriciale lorsque la croissance et le développement des enfants nécessitent des soins post-nataux prodigués par des individus adultes. Bernard LAHIRE. - L'altricialité secondaire est une propriété biologique de notre espèce qui engendre une série de conséquences sociales majeures en matière de structuration des sociétés humaines. Cette propriété concerne le mode de développement ontogénétique de notre espèce.

<https://www.youtube.com/watch?v=KrU5letHXl4>

Opposition nature culture domination coopération

Sujet transversal temporalité histoire humaine histoire de la terre

Espace du géographe écosystème

Vie par rapport au non humain littérature imaginaire

Matrice critique transdisciplinaire est nécessaire pour la création de lien entre les disciplines pour permettre de couvrir tous les thèmes

Préoccupation des élèves, rigueur scientifique, par des expériences, par du vécu

Voie pro : bifurcation des programmes

Produire un contre programme avec des questions liées à l'écologie en intersyndicale

Table ronde mardi 3 décembre

Natacha BINARD : l'écologie est présente dans les programmes du secondaire de la 6^{ème} à la terminale (52 fois)

Mise en place du jeudi vert par Blanquer grâce à la mobilisation des jeunes, mais pas de refonte des programmes, sous forme de touche, forme du greenwashing. Sans contrainte et uniquement sur initiative personnelle, l'interdisciplinarité possible mais sans moyens supplémentaires, il manque la notion de critique et le changement de paradigme nécessaire malgré l'urgence.

Raphaëlle MARX : professeure SES

Il existe une tradition de travail contestataire et critique dans les sciences économiques et sociales. Pour la bifurcation écologique : quelles sont les questions à poser ? Pour elle, la place est insuffisante

2^{nde} 1 thème sur 26

1^{ère} il est question de la défaillance des marchés

Term action publique sur l'environnement (taxation, Norme, Marché), limite à repousser avec la technologie

Mais il faut rappeler les limites planétaires et associer écologie et lien social

Pour Raphaëlle : il faut repenser l'ensemble des programmes autour de deux sujets :

Projet de société : limites planétaires, écocitoyen·ne, mode d'action individuelle, consommateur et surtout les inégalités environnementales liées aux inégalités sociales (intersectionnalité); pas tous égaux, contribution différentes la dégradation, différence du préjudice subi. Il faut politiser le sujet et les études sociologiques existent.

En attendant, il faut résister avec les programmes actuels, il faut intégrer les inégalités, lier le bloc constitutionnel et ce qui est hors la loi, il faut des nouveaux contenus avec des nouveaux moyens.

Il existe également des écoles ZAD dans d'autres pays, il faut conquérir le pouvoir institutionnel.

Philippe Aguion : il faut maintenir la pression sur les programmes, obtenir le changement, contester l'institutionnel. Laisser une liberté pédagogique. Il ne faut pas oublier que l'évolution des programmes doit se faire de manière démocratique via la place des élèves et la société civile.

Et dans le cadre du travail avec un esprit ouvert en faisant preuve d'un esprit critique.

SUD :

Entre 1977 et 2004, il y a un grand vide et 2015 un coup d'accélérateur suite à une déclinaison de l'ONU, dans la suite création d'un Vademecum en 2023 avec plusieurs enjeux majeurs surtout en SVT.

Si on le souhaite sur les arguments scientifiques, nous avons toutes les entrées pédagogiques. Cependant il y a un problème de lien entre les disciplines, l'éducation basée sur des petits gestes sans remise en cause des comportements. Cela reste une volonté individuelle des profs, peut se poser la question de la légitimité. Il y a également un manque de formation continue sur le thème avec la contrainte des non-remplacements.

C'est toujours le manque de moyens : éco label et éco délégué·es, classe découverte

La création des éco collèges met en concurrence les établissements

Pistes :

Renforcer la formation des personnels (1 an pour les personnels du 1^{er} degré), il est souhaitable de la rendre obligatoire.

Lier éducation nationale et enseignement supérieur

Mettre en évaluation comme pour PIX

Lycée pro : le verdissement des référentiels est vécu comme une contrainte avec des nouvelles normes pour les branches professionnelles. Il faut combattre l'idéologie dominante, climatosceptique, avec une éducation aux médias. Développer l'esprit critique en commençant par les lieux de vies et réfléchir à différentes actions.

Atelier éco anxiété

- 1^{er} temps : quelles émotions évoquent d'éco-anxiété et comment cela vous affecte ?
(négative et positive)

Négative	positive
Colère avons-nous réellement un impact sur l'agenda politique ? tristesse angoisse on va tous mourir ! une capacité d'agir ? ai-je un avenir ? quelle planète auront nos enfants ? peur angoisse quel monde pour nos enfants ? échéance monde invivable qui se rapproche ? peur appréhension découragement m'affecte indirectement inquiet pour les élèves, découragement fatigue des luttes perdues fatalisme découragement urgence c'était il y a 20 ans on est dans le mur ? impuissance tristesse inquiétude peur impuissance désespoir défaite angoisse pas théologisme, agression trahison pour des hé fatalisme panique dépité découragé angoisse rage amertume colère dégoût inquiétude responsabilité circonspection curiosité pessimisme désespoir, optimisme prudent découragement incompréhension sidération défaitisme impuissance colère pessimisme banalisation tristesse pathologisme	envie de lutter métabolisme militantisme radical qui augmente chez moi croire en notre jeunesse préserver bien commun envie de trouver des solutions de chercher à comprendre pour faire autrement pouvoir d'agir action volonté d'agir renforcer l'anti-capitalisme levier action sur la société énergie du désespoir galvanisation moteur de mise en action rage l'espoir que l'on constate une prise de conscience espoir poésie mise en mouvement espoir désobéir réfléchir combativité sensation d'être en accord avec mes valeurs impulser plaisir ralentir fierté réaction satisfaction action colère lucidité refus refuser l'enfermement individuel colère

- 2^{ème} temps : quelles solutions pour y faire face (individuelles, collectives, syndicales ?)

individuelle	collective	syndicale
jouer être ensemble paillette bio 2nde main acheter du vrac reconnaître les petites victoires recycler mes sachets en papier et les barquettes en plastique en tant que citoyenne je m'implique je m'engage se détacher on ne peut pas agir à son échelle	salle de classe espace de bien- être volonté politique transformer l'anxiété en rage lutter à tous les niveaux contre la crise écologique par contre les coûts anxiété organiser des événements militants et festifs éduquer convivialité en parler engagement auto-organisation changer faire changer agir action pour prise de	défense des conditions de travail respectueuses de la santé et génératrice de temps libre pas tourné vers la productivité notamment adapter les programmes scolaires pour les détourner du productivisme réenchanter, réensauvager revendiquer

alcool drogues loisirs tester des solutions individuelles pour son impact personnel individuel constater montrer dialoguer rando frugalité pratique physique et méditative faire du vélo activité de bien-être créativité ralentir déculpabiliser ceux qui n'ont pas les moyens d'y arriver affinité sélective	conscience impliquée dans un projet écouter un jour politiquement augmenter la participation aux élections faire observer les élèves problème égal solution se rencontrer débattre échanger prise de conscience action symbolique vandalisme freiner le capitalisme apéro partage l'action collectivement redéfinition des valeurs l'habitat groupé adapter les modes de vie basés sur les réseaux la cause la crise d'entraide et la coproduction afin de renforcer le sentiment que collectif de diminuer la dépendance au capitalisme agir renseigner lutter partager apprendre formation l'information ce n'est pas ta faute ensemble on va faire bouger tout ça	pratique formation syndicale changement de système de valeur individuelle qu'est-ce qu'on considère comme une vie réussie ? manifester informer former revendiquer aux problématiques posées par le changement climatique changer les pratiques du militantisme développer des solutions internes d'organisation collective puissance d'agir, prise de conscience en parler porter la cause, syndicaliste compréhension du choix, explication du choix, action du choix militer pour diminuer le temps de travail préparer les reconversions des entreprises et des métiers lutte locale
---	---	---

- 3^{ème} temps : quelle place l'éducation peut-elle jouer pour prendre en compte ce phénomène ?

Sans négliger la frugalité involontaire subie par nombre de familles proposées aux jeunes un idéal sobre et basé sur l'entraide et non sur les marqueurs de réussite social

donner l'envie d'agir collectivement

œuvrer à des modes de pensée plus cohérents pour résister aux injonctions contradictoires
lutter contre le greenwashing

faire connaître donner à voir

on défend mieux quand on connaît

écoanxiété débat collectif actions collectives

travailler sur le système de valeur valorisée

donner les clés pour comprendre et agir une culture scientifique approfondie différente du discours climato-sceptique

sensibiliser les élèves et les inciter à se mobiliser collectivement

commencer par rénover thermiquement son bâti

des cours spécifiques, enseignement interdisciplinaire pour comprendre les différents liens

faire parler écouter les élèves

pleurer 5 min au début de chaque cours

école polytechnique et de polyvalente

rôle essentiel de l'école

approfondir ou éducation à l'urgence environnementale

former les collègues sur les questions écologiques le service public d'éducation à la formation et à la recherche

mettre en application les programmes scolaires sur l'écologie

refonte des programmes

intervenant extérieur éducation musicale et artistique

méditation avoir conscience de notre pouvoir d'agir

formation des enseignants

écouter et débattre éducation critique

l'école doit redevenir un lieu de vie exemplaire

classe transplantée

sortir des murs de la classe

pédagogie freinet

école du dehors vivre et faire vivre des expériences

Fuck les programmes scolaires de *****

Intervention de Raphaëlle Marx

Agir collectivement pour des programmes de SES qui prennent véritablement en compte les enjeux écologiques

1/ Critique des programmes de SES, du point de vue de l'écologie

Je vais présenter ici le travail de critique des programmes de SES initié dans le cadre de l'APSES. L'Association des Professeurs de SES, qui compte 2100 adhérent.es, représente 40 % des professeurs de SES : rappelons que les Sciences Economiques et Sociales font partie du tronc commun pour tous les élèves de seconde GT à raison de 1h30 par semaine. Ensuite, elles sont enseignées dans le cadre de la spécialité SES, en première et terminale générale. L'APSES a une tradition de réflexion et de mobilisation sur les programmes : nous revendiquons, contre la séparation entre économie, sociologie et science politique introduite depuis les programmes de 2010, et accentuée en 2019 avec la réforme Blanquer, une approche pluridisciplinaire par objets, qui puisse permettre aux élèves de se saisir des débats qui des sciences sociales sur des questions vives. Nous demandons donc une réécriture des programmes.

C'est dans ce cadre que nous avons initié un travail critique sur les questions écologiques, dès la parution des programmes de 2019 : la place des questions écologiques nous paraît largement insuffisante et leur traitement biaisé.

À notre AG nationale de 2022, nous décidons, au sein de l'association, de lancer un travail collectif de « bifurcation écologique ». Un groupe de travail se met en place avec des collègues volontaires : ce groupe a pour but de produire des activités pédagogiques qui permettent, tout en restant dans le cadre du programme actuel, de dépasser certaines de ses insuffisances. Ces activités pédagogiques, pensées pour les classes de seconde, première et terminale, sont diffusées à l'ensemble des collègues et mises en œuvre dans les classes par les collègues qui le souhaitent, notamment au moment de la COP 2022.

L'année suivante, le groupe bifurcation s'attelle à la préparation d'un colloque, « les SES face aux enjeux écologiques », qui se tient à Dauphine le 25 mars 2024. Des chercheuses et chercheurs en sciences sociales sont invité.es à présenter leur analyse critique de nos programmes, mais aussi, et surtout, des pistes pour leur réécriture. Les 4 table-rondes portent sur des points de nos programmes qu'il nous paraît nécessaire de réinterroger à l'aune de l'évolution des connaissances en sciences sociales sur les questions écologiques : comment analyser les systèmes économiques, comment aborder la production, la consommation et les échanges, quelle approche des classes sociales et des inégalités, quel regard sur l'action collective et l'action publique face aux enjeux écologiques ? Dans chaque table-ronde, nous nous posons la question des connaissances qui seraient aujourd'hui essentielles pour permettre aux lycéen.nes de penser la question environnementale.

Ce colloque nous a permis de préciser notre critique des programmes. Tout d'abord, la place accordée aux questions écologiques y est insuffisante :

- en seconde, elles font l'objet d'une petite partie du chapitre sur la production : « connaître les principales limites écologiques de la croissance ». Cela représente 1 objectif d'apprentissage sur les 26 du programme.

- en première, les questions écologiques sont présentées dans le chapitre sur les « défaillances de marché », comme un exemple de domaine où le marché ne peut être efficace. Cela représente 2 objectifs d'apprentissage sur les 55 du programme.

- en terminale, l'environnement fait l'objet d'un chapitre complet sur 12 (depuis cette année sur 9 évaluables au baccalauréat, dans le cadre de l'allègement que nous avons obtenu), qui entend croiser la science politique et l'économie : « Quelle action publique pour l'environnement ? ». Les problèmes écologiques sont abordés dans le chapitre sur la croissance, comme une limite, que l'on pourrait toutefois repousser : « comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le changement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites. »

On perçoit déjà avec ce dernier exemple que la principale critique de nos programmes n'est pas d'ordre quantitatif, mais porte bien sur le caractère biaisé du traitement des questions écologiques, qui les intègre dans le cadre de pensée dominant en économie, sans prendre en compte les courants critiques de l'économie écologique, de la sociologie des inégalités, de l'analyse des communs. Nous sommes en effet dans une situation où les mots, les concepts qu'on nous demande d'utiliser font écran à une réelle compréhension de l'inscription économique et sociale des questions écologiques, et empêchent de penser des pistes vers une transformation de notre modèle économique et social :

- nos programmes présentent la destruction du vivant comme un « effet externe » au marché, une « externalité » qu'il s'agirait de corriger par un système d'incitations et de prix (taxes, financiarisation).

- le vivant reste pensé comme une « ressource », un « capital » qui est utilisé dans les activités productives. Dès lors, sa préservation n'est jamais pensée comme une fin en soi mais comme la condition de la poursuite des activités productives.

- les limites écologiques sont analysées comme des conséquences de l'activité de production, que le progrès technique permettrait de faire reculer. La seule solution à la dégradation de la biosphère étudiée avec les élèves est donc d'ordre technique, l'orientation du programme est résolument techno-solutionniste.

Les programmes actuels ne nous permettent donc pas de prendre en compte les analyses de l'économie écologique, de l'histoire des techniques et de l'énergie, de la sociologie environnementale : ils ne permettent à aucun moment d'envisager l'atteinte des limites planétaires, l'érosion de la biodiversité comme des phénomènes historiquement situés, en lien avec les systèmes économiques qui ont accéléré ces bouleversements : le capitalisme et le productivisme. Les analyses de l'économie écologique en termes de métabolisme, qui intègrent véritablement les flux de ressources et d'énergie sont complètement ignorées. La question écologique, en étant posée comme un défi à l'humanité, n'est pas située comme une question historique et sociale, alors qu'elle est encastrée dans des relations d'inégalité et de domination.

2/ Que peut-on faire pour une meilleure prise en compte des questions écologiques dans nos programmes ?

A l'APSES il nous semble tout d'abord très important de ne pas attendre de changement de programme pour transformer les contenus enseignés : nous pouvons, dès aujourd'hui, user de notre liberté pédagogique et de notre intelligence collective pour mieux penser les enjeux écologiques en classe avec nos élèves. C'est le sens du travail de mutualisation au sein de l'APSES, pour progressivement disposer d'activités à faire en classe avec les élèves. C'est important car c'est ainsi qu'on se réapproprie collectivement la réflexion sur nos programmes.

Cela étant, cette élaboration et diffusion pédagogique « par le bas » n'est pas suffisante, car on se heurte au cadre des programmes et de la structure du lycée. La faiblesse des horaires en seconde, la lourdeur des programmes de spécialité et leur excessive technicité rendent difficile la mise en œuvre de la liberté pédagogique, vite limitée par la nécessité de finir le programme et de préparer à l'examen.

Dès lors, il nous semble aussi important de peser collectivement pour une réécriture des programmes. Le contexte est aujourd'hui très défavorable : il n'est pas du tout certain qu'un groupe d'experts pour réécrire un programme irait aujourd'hui dans le sens d'une meilleure intégration des questions écologiques. Le précédent programme a été élaboré sous l'égide de Philippe Aghion, économiste au collège de France, qui s'inscrit dans les théories de la croissance endogène, pour lesquelles le progrès technique peut potentiellement repousser infiniment les limites de la croissance. La configuration institutionnelle, la composition des groupes d'experts, la capacité pour les professeur.es à être fortement représenté.es en leur sein sont donc des données fondamentales pour avancer vers une réécriture.

Un travail collectif a été initié dans l'association pour réfléchir à ce que serait aujourd'hui un programme de SES qui permette plus largement aux élèves de s'approprier les débats en sciences sociales et les enjeux contemporains. Une enquête auprès des collègues est en préparation pour faire un bilan de la mise en œuvre des programmes actuels et dessiner ce que serait aujourd'hui un programme de SES idéal. Sur les questions écologiques, suite au colloque, nous avons identifié des questions qui selon nous devraient figurer à notre programme. Par exemple, la question de la consommation est aujourd'hui absente : à travers un travail d'actualisation bibliographique et de recherche documentaire, nous réfléchissons à la façon de l'intégrer, sous la forme d'un chapitre que tous les élèves traiteraient en classe de seconde par exemple. En replaçant la consommation dans une histoire (la société de consommation), en étudiant les modèles normatifs et culturels qui lui sont associés, en la reliant aux inégalités de revenu et aux contraintes budgétaires qui pèsent sur les ménages, on comprend mieux les difficultés de changer de modes de consommation pour adopter des modes de consommations moins émetteurs, moins énergivores, moins polluants.

À l'issue du colloque, il nous est apparu clairement que les questions écologiques ne doivent pas être juxtaposées aux savoirs enseignés : il ne s'agit pas d'ajouter des chapitres ou des objectifs à un programme inchangé. Au contraire, ces questions nous amènent à repenser ce que nous enseignons.

Par exemple, nous ne pouvons plus continuer à enseigner la croissance économique comme l'objectif prioritaire des politiques économiques alors que l'épuisement des ressources met cet objectif en débat. Il est fondamental d'enseigner les modèles de croissance économique, pour penser la croissance comme un moment de l'histoire des sociétés, qui a eu pour conséquence une hausse spectaculaire du niveau de vie moyen et, dans le même mouvement, une augmentation de certaines inégalités et une accélération sans précédent de la destruction du vivant. Autrement dit, il s'agit pour nous d'analyser à nouveau, comme c'était le cas dans les premiers programmes de SES, des systèmes socio-économiques historiquement situés : le capitalisme, l'extractivisme, le productivisme, la production de masse et la consommation de masse. En ce sens, introduire la controverse sur l'anthropocène peut avoir un intérêt, en se demandant si la dégradation du vivant est une conséquence de l'activité humaine en général ou si elle est liée à un système particulier (le capitalisme, avec l'idée de capitalocène, l'accumulation des techniques de production dans le cadre de la croissance).

La question écologique peut aussi amener à avoir avec les élèves une approche critique des mesures et des indicateurs : s'interroger sur la construction du PIB, présenter les indicateurs alternatifs de bien-être, mais aussi la construction et le rôle des indicateurs environnementaux comme les bilans carbone, l'empreinte écologique.

D'autres questions qui sont depuis longtemps à nos programmes sont percutées par les travaux récents sur la question écologique : les inégalités et les classes sociales ne peuvent plus être pensées sans prendre en compte les inégalités d'émissions de gaz à effet de serre ou d'accès à un environnement sain. Le rôle de l'État et ses liens avec le marché sont aussi réexaminés, notamment avec les travaux sur les communs, qui dessinent un espace de décision collective sur les ressources qui ne soit ni l'État ni le marché.

Il n'est pas certain qu'il y ait un consensus large parmi les collègues, et encore moins parmi les élèves, sur la nécessité d'intégrer ces questions, c'est aussi tout l'intérêt de les soulever dans un cadre syndical, et dans le cadre des disciplines. Il nous semble que la question écologique ne peut faire l'objet d'enseignements « à part ». Elle doit être pleinement intégrée aux réflexions sur les contenus au sein de chaque discipline (sachant que plusieurs, dont la nôtre, sont déjà interdisciplinaires). Les projets d'éducation à l'environnement sont très largement insuffisants, l'écologie doit être un objet des savoirs disciplinaires.

Il ne s'agit pas pour nous de faire la morale aux élèves, de les éduquer aux éco-gestes, mais bien de leur transmettre des savoirs critiques qui leur permettent de comprendre la situation actuelle, de penser leur milieu de vie, leur travail et de faire des choix citoyens et des choix de vie éclairés.

Quelques références :

Sur l'expérience du groupe Bifurcation :

Communiqué de l'APSES : <https://www.apses.org/ses-urgence-climatique-bifurcation-pedagogique/>

Article de la revue RessourSES :

<https://ressources.fr/2-initier-collectivement-une-refonte-des-programmes-de-ses-lexperience-du-groupe-bifurcation-mis-en-place-par-lapses/>

Sur le colloque :

Présentation : <https://www.apses.org/colloque-les-ses-face-aux-enjeux-ecologiques-lundi-25-mars-2024/>

Audios : <https://audioblog.arteradio.com/blog/234045/les-ses-face-aux-enjeux-ecologiques>

Communiqué de fin de colloque : <https://www.apses.org/communique-apses-enjeux-ecologiques-les-programmes-doivent-bifurquer/>

Très bientôt, une liste de lecture sur CAIRN avec les références en sciences sociales qui ont nourri les réflexions du groupe bifurcation.

I. Première partie du tour de table - Bilan sur l'écologie dans les programmes

- L'écologie est-elle déjà présente dans l'éducation ?

Résultat du mémoire 2022 : lorsque l'on regarde de près le contenu des programmes on comptabilise que dans le parcours officiel d'un élève de la 6^e à la Terminale Générale, le thème de l'écologie apparaît 52 fois, dans une multitude de phrases, mention, d'items, de notions, voire de chapitres ou de séquences entières.

Le changement climatique d'origine anthropique fait son apparition dans les programmes de lycée dans les années 1990 peu de temps la remise du premier rapport du GIEC¹. L'ONU proclame ensuite dans les années 2005-2015 la « Décennie des Nations Unies de l'éducation en vue du développement durable », ce qui pérennise sa diffusion dans les programmes nationaux.² Puis en France il y a le « verdissement » des programmes 2019, dans l'enseignement secondaire : la réforme des programmes de lycée et des modifications des programmes du collège suite à la demande du ministre Jean-Michel Blanquer.

Mais il faut rappeler que cette modification des programmes de collège en 2019 est impulsée par les revendications de la jeunesse (*Vendredis pour le Futur*). Même si la réforme du lycée était déjà engagée, l'éducation et la formation effectives aux enjeux climatiques font partie des obligations des Accords de Paris ratifiés en 2016, et c'est le mouvement social des jeunes pour le climat des années 2018-2019 qui a le plus marqué le tournant de prise de conscience des impératifs climatiques dans la sphère publique.

¹ On le trouve dans les programmes de Géographie en classe de 2nde (B.O. HG, 1995), et de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) en seconde et en 1^{ère} (B.O., SVT, 1995).

² On passe d'une « éducation relative à l'environnement » (ERE) à la Conférence de Stockholm (1972) ; à une « éducation à l'environnement et au développement durable » (EEDD) au Sommet de Rio (1992) ; et puis une « éducation pour le développement durable » (EDD) au Sommet de Johannesburg (2002).

- L'écologie ainsi inscrite dans les programmes est-elle « suffisante » ?

Constat du mémoire de 2022 : malgré le souhait affiché du ministre de « renforcer » les enseignements du développement durable, du climat et de la biodiversité (lettre de saisine de M. J.-M. Blanquer au Conseil Supérieur des Programmes, 2019), les notions restent disséminées au sein des programmes du collège, et sont le plus souvent l'objet d'une mention isolée, à l'intérieur du curriculum existant. Il n'y a pas eu de refonte des programmes en vue de l'intégration de l'enjeu écologique d'une façon systémique. On ne peut pas parler d'un curriculum d'éducation à l'écologie dans le secondaire, pris au sens strict (Forquin, 2008, p.8).

On ne peut donc parler au collège d'une programmation curriculaire progressive et délibérée, ni d'un « ensemble organisé des savoirs » (Forquin, 2008). Au mieux, ce « renforcement » opère une récurrence de la thématique dans le parcours des élèves, et au pire, cela ne permet qu'une compréhension partielle du phénomène ; dans les deux cas nous restons dans ce que Jean-Marc Lange (2014, p.3) appelle un « projet d'éducation faible ».

D'autre part, bien qu'obligatoire, le programme n'est pas contraignant dans les faits. La prise en charge des thèmes liés à l'écologie repose encore trop sur l'engagement personnel des professeurs. Le plus souvent, cet engagement est lié à des aspirations et des sensibilités individuelles, leur formation repose encore trop souvent sur leur temps libre et sur du travail gratuit. C'est le même problème pour le travail interdisciplinaire.

Il serait possible d'objecter que les programmes de lycée (2019-2020) offrent une place bien plus conséquente et roborative à la thématique du climat, dans les trois années consécutives du lycée³. Mais justement, cela peut conduire à un effet de saturation. Sur le terrain, des enseignants et des élèves en 2021 témoignent un effet de saturation à force de revoir le climat dans les différentes disciplines au lycée (tronc commun et enseignement de spécialité).

- Et idéologiquement, est-ce que c'est bien amené ?

J'assume un point de vue critique et positionné dans la réponse à cette question : les programmes actuels ne permettent pas d'adresser la complexité sociopolitique de l'enjeu et ne prennent pas assez en compte les inégalités sociales. L'écologie proposée est trop souvent tournée vers les écocistes et les solutions individuelles, ce qui est prouvé scientifiquement comme étant insuffisant⁴. Il y a aussi une forte dépolitisation du sujet, au profit de l'assimilation d'un projet de société déjà établi : celui du développement durable, à savoir la pérennisation du développement économique actuel. La vision de l'écologie proposée est individualisante, et cherche à former des éco-citoyens modèles, plutôt que des sujets critiques et transformateurs de la situation actuelle.

³ Le climat est abordé chaque année en SVT (2nde et 1ère enseignement obligatoire), et en Terminale spécialité SVT. Il est aussi présent dans le tronc commun appelé « Enseignement scientifique », comprenant deux heures hebdomadaires suivies par tous les élèves du lycée général en Première et en Terminale (Éduscol, 2020)

⁴ Faire sa part (Carbone 4, 2019) Auteurs : César Dugast, Alexia Soyeux https://www.carbone4.com/files/73_publication_faire_sa_part.pdf

Cela nous renseigne sur le fait que le projet de société dominant qui a gagné à intégrer les programmes est celui d'un développement durable. Seulement, nous connaissons 40 ans de Développement durable depuis le rapport Brundtland, 25 ans d'EDD dans les programmes scolaires, et la France accroît toujours ses inégalités sociales et émissions carbone⁵. Réinventer les programmes passe aussi par la réinvention d'un projet de société qui soit vraiment tourné vers la justice sociale, dans le respect des limites planétaires.

III. Que voudrions nous changer dans les programmes ?

Il est nécessaire d'intégrer la question des inégalités environnementales dans les programmes pour passer d'un enseignement des petits gestes à une éducation critique.

« Les inégalités environnementales sont définies comme des inégalités sociales qui se caractérisent dans le rapport à l'environnement des populations et groupes sociaux. » (Deldrève, 2015, p.207). Nous pouvons en recenser un certain nombre dans la littérature.

Les inégalités environnementales, c'est le fait que nous ne soyons pas tous égaux :

- dans la participation aux dégradations environnementales (dans l'origine des dégradations),
- dans le préjudice subi (le vécu des conséquences),
- dans les moyens d'agir sur la situation (l'accès aux décisions politiques notamment),
- dans l'accès à un environnement de qualité...

Inégalités dans l'origine des problèmes / contribution aux dégradations environnementales (pollutions, déchets, empreinte écologique, émissions de gaz à effet de serre...)	Inégalités dans le préjudice subi (exposition aux pollutions, risques variés, vulnérabilité face aux conséquences du changement climatique...)	Inégalités dans les moyens d'agir (capacité d'agir directement sur l'environnement, accès aux décisions politiques, pouvoir de décision, d'influence, représentation politique...)	Inégalités dans l'accès à un environnement de qualité (aménités, facilités urbaines, abris, ressources environnementales : eau, air, terre...)	Inégalités dans la légitimation du discours et des pratiques écologiques (inégalité de reconnaissance de l'effort, les classes populaires à l'écart des récits écologistes dominants)	Inégalités dans la réception des politiques environnementales (pression inégales à l'écologisation du mode de vie, efforts inégalement répartis entre les classes sociales)
d'après Deldrève & Candau, 2015 ; Chancel, 2017 ; Ivanova et Wood, 2020	d'après Laigle et Oehler, 2004 ; Emelianoff, 2008 ; Deldrève & Candau, 2015 ; Comby & Malier, 2021 ; Deguen & Kihal-Talantikite, 2022	d'après Laigle & Oehler, 2004 ; Laigle, 2005 ; Villalba & Zaccai, 2007 ; Bellan et al., 2007 ; Faburel, 2010 ; Deldrève & Candau, 2015 ; Pye et al., 2008	d'après Laigle et Oehler, 2004 ; Laigle, 2005 ; Bellan et al., 2007 ; Emelianoff, 2008 ; Deldrève & Candau, 2015	d'après : Fraser, 2011 ; Deldrève, 2011 ; Comby et Grossetête, 2012 ; Deldrève et Hérat, 2012 ; Ginelli et al., 2014	d'après : Deldrève et Candau, 2014 ; Deldrève & Candau, 2015 ; Malier 2019 ; Cornut et al. 2007 ; Bellan et al., 2007 ; Pye et al., 2008

⁵ Un rapport rendu public lundi 18 novembre par Carbone 4 et la Fondation européenne pour le climat (ECF)

Si la France avait du retard par rapport aux États-Unis, il est désormais largement étudié en sociologie, en économie, en géographie, en sciences de la santé, qu'il existe des inégalités environnementales en France. Par exemple, dans les communes françaises, lorsque la population d'origine immigrée augmente de 1%, les chances de voir s'installer un incinérateur augmente de 30% (Laurian & Funderburg, 2014).

Les inégalités sociales sont au cœur du problème écologique actuel (Chancel, 2017). Si l'on commence par ce constat, il sera possible d'avancer.

Il est nécessaire de revoir les programmes sur le thème de l'écologie de façon à y intégrer une écologie anti-raciste, féministe, décoloniale, contre les rapports de dominations multiples qui caractérisent la situation écologique actuelle. Le « refus de toutes les discriminations » fait partie du Socle commun de compétences des professeurs de l'Éducation nationale⁶. La « résistance à l'oppression » fait partie du bloc constitutionnel Français. Il ne s'agit pas d'une position dissidente à la République, bien au contraire.

La domination de la terre, l'exploitation des corps des êtres humains, des femmes, des personnes issues de l'immigration, des travailleurs, sont relié-es par l'idée que l'on puisse faire des êtres vivants et d'autres êtres humains des choses, dont on peut accaparer les ressources et la force de travail. Ces notions ne sont pas développées dans les programmes.

IV. En attendant

Il est aussi possible de résister, sans attendre un changement des programmes, à l'intérieur du cadre institutionnel (hypothèse générale). Les programmes peuvent en effet aussi être vus, en attendant de transformer les programmes, comme support de résistance.

Des pédagogues critiques, comme Henri Giroux, considèrent que l'école n'est pas qu'un lieu de reproduction des inégalités mais aussi un lieu de résistance à l'oppression et de formation pour transformer la société :

« Si l'un des objectifs des programmes scolaires est de créer des possibilités d'émancipation individuelle et sociale, nous devons développer un nouveau langage et de nouvelles formes de rationalité pour accomplir cette tâche. [...] Et cette situation est aussi engageante que radicale pour créer les conditions qui permettront à

⁶ Socle commun de compétences des professeurs de l'Éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/le-referentiel-de-competences-des-metiers-du-professorat-et-de-l-education-5753>

l'humanité de se comprendre elle-même et de trouver un sens à sa vie. » (Giroux, 1988)⁷

Les BO, les programmes, et même la constitution française, mentionnent que la lutte contre toutes les formes de discriminations est le but de l'éducation républicaine, il est possible de s'en saisir. Une éducation critique qui se repose sur des faits, et des études scientifiques, est bien plus émancipatrice que l'endoctrinement à un projet de société déjà à l'œuvre.

V. Les limites

- Résistances des enseignants par manque de sentiment de légitimité : s'assurer du cadre institutionnel qui autorise à aborder ces sujets ; rassurer sur les connaissances. Tant que l'on reste sur des données scientifiques, dans le respect du programme, ok.
- En classe : difficile de faire participer tout le monde dans une classe pour réellement partir de la réalité sociale des élèves (leur vécu des enjeux environnementaux). Il n'est pas aisé de trouver des façons de les aborder sans répéter une violence pour eux.
- Pour ce qui est de la formation des enseignants, elle est nécessaire. Il faut que les professeur·es soient formé·es à ces thématiques, aient le temps, la reconnaissance et la rémunération dédiées pour ces formations, pour que cela cesse d'être relayé au bon vouloir de quelques-uns sur leur temps libre (travail gratuit).
- Conditions de travail : travail gratuit, non obligatoire, difficile de trouver du temps, y compris dans une institution où les médiateurs sont payés à temps plein ; on n'échappe pas aux logiques de dominations dans les conditions de travail elles-mêmes.
- Enfin, pour changer les programmes nationaux et conquérir les conditions matérielles de le faire, peut-on faire l'impasse de la conquête du pouvoir institutionnel ?

Conclusion :

Œuvrer d'ores et déjà sans attendre la transformation des programmes, pour que les obligations internationales soient respectées, et les moyens institutionnels ajustés aux objectifs affichés. Sans attendre, il est nécessaire de repenser une éducation à l'écologie dans laquelle les jeunes ont une place autre que celle de récepteurs de valeurs prédéfinies par les générations précédentes ; une place autre que celle de perpétuateurs d'un projet de société caduque inégalitaire ; qu'ils aient aussi une place autre que celle des trouveurs de « solutions », nouveaux ingénieurs destinés à réparer le monde dont ils héritent. Les jeunes ont besoin de connaître la réalité qui comporte celle des inégalités sociales, ils ont les droits d'en connaître l'origine et d'en interroger la cause, et ils ont le droit de transformer le monde dans lequel ils arrivent, le droit à l'espoir, au respect, et au rêve.

Recommandations bibliographiques mentionnées lors de la table ronde (pistes pratiques) :

⁷ Giroux, H. (1989) Chap. 2 "Toward a new sociology of curriculum" in : Giroux, H. (dir.) Teachers as intellectuals, Toward a Critical Pedagogy of learning, p.11-13.

- Le dernier ouvrage d'Irène Pereira (Pereira, 2024) intitulé « Écopédagogie, éduquer à la justice sociale et écologique, une introduction ».
- Article sur le site d'Enseignants pour la Planète « Qui profite et qui souffre ? » Éduquer à la justice sociale et environnementale » Irène Pereira, et N. Binard.

Références citées :

Chancel, L. (2017). *Insoutenables inégalités : Pour une justice sociale et environnementale*. Les Petits Matins.

Deldrève, V. (2015). *Pour une sociologie des inégalités environnementales* (Vol. 24). Peter Lang. <https://doi.org/10.3726/978-3-0352-6575-0>

Forquin, J.-C. (2008). *Sociologie du Curriculum* (Presses universitaires de Rennes).

Giroux, H. A. (1988). *Teachers as intellectuals : Toward a critical pedagogy of learning* (1. publ). Bergin & Garvey.

Lange, J.-M. (2014). Curriculum possible de l'Éducation au Développement Durable : Entre actions de participation et investigations multiréférentielles d'enjeux. *Éducation relative à l'environnement. Regards - Recherches - Réflexions, Volume 11*, Article Volume 11. <https://doi.org/10.4000/ere.691>

Laurian, L., & Funderburg, R. (2014). Environmental justice in France? A spatio-temporal analysis of incinerator location. *Journal of Environmental Planning and Management*, 57(3), 424446. <https://doi.org/10.1080/09640568.2012.749395>

Pereira, I. (2024). *Écopédagogie : Eduquer à la justice sociale et écologique - une introduction*. Academia.

Tour TRIPODE à NANTES

Les luttes autour de la tour Tripode à Nantes peut constituer une expérience intéressante pour les personnels du MEN et des collectivités territoriales qui travaillent dans ses bâtiments.



Le Tripode : 1800 agents de l'État (Affaires étrangères, Insee et Finances Publiques) y travaillent de 1972 à 1993 à Nantes, dans un immeuble de 18 étages aux plafonds des bureaux floqués et où l'amiante est omniprésent.

Une Intersyndicale Amiante s'y crée vers 1980 et obtient l'évacuation du Tripode en 1992-93, 4 ans avant l'interdiction de l'usage de l'amiante en France.

Voir [http : //www.les-amiantes-du-tripode.fr](http://www.les-amiantes-du-tripode.fr) et le documentaire de 2009 accessible du site « Une tour, de l'amiante, un combat »

Une BD « les amiantés du Tripode » sortie en 2023 est disponible dans toutes les bonnes librairies.

Nous joindre : solidaritetripode@gmail.com

Quelques leçons :

- avec un taux de fibres d'amiante inférieur en général à 10, voir 5 fibres/l, les agents Tripode ont perdu 2 ans d'espérance de vie en moyenne, ont une surmortalité par tumeur significative et plus de 50 maladies professionnelles ont été reconnues. L'amiante dit « environnemental » rend malade et tue ;
- l'Intersyndicale Tripode a permis par sa médiatisation régionale et le soutien massif des structures syndicales qu'elle a obtenu au plan local, national et ministériel, des avancées pour les autres fonctionnaires : suivi médical par scanner (et plus par radio : 2008)) ; circulaire prévention amiante Fonction Publique du 28 juillet 2015 ; circulaire prévention amiante dans les Archives du 5 août 2015 ; ouverture de la pré-retraite amiante aux fonctionnaires malades de l'amiante (Ascaa) ; jurisprudence de l'attribution d'un préjudice d'anxiété proportionnel aux années passées dans le Tripode pour des fonctionnaires et agents de l'État hors « sites classés » (arsenaux, ports,...).

L'Intersyndicale Tripode est solidaire des personnels exposés à l'amiante dans le périmètre du MEN et s'engagera au maximum pour les aider dans leur combat contre l'amiante, toujours actuel.

Stage L'air que l'on respire

CR visio : Présentation campagne SUD éducation nationale et locale et IS nationale et locale (point positifs & points négatifs) à travers le parcours de Lionel dans cette campagne.

Objectif : intérêt du COLLECTIF à tous les niveaux : équipe, thématique, IS à tous les niveaux.

- Formation initiale pluridisciplinaire : militant·es déjà formé·e·s, inspecteur·rices du travail, militant·e·s Solidaires ayant une expérience, militant·e·s hors Solidaires avec une expérience.

Prise de conscience du danger pour tous·tes : collègues, élèves, agents.

Prise de conscience de leviers d'action : loi (peu appliquées), autres luttes passées, COLLECTIF

Prise de conscience du temps long.

- COLLECTIF = Comité de suivi fédéral. C'est à la fois :

Groupe de parole

Collectif de travail présentiel chaque mois ou tous les 2 mois, sur 1 ou 2 jours.

et par liste de diffusion mail

Stratégie

Rapports de et avec l'IS

Actions concertées

Angles d'attaque

Médiatisation

Partage (selon les compétences et appétences complémentaires)

de questions

de connaissances techniques, réglementaire, médicales

de documents produits localement

de stratégies locales

Formations

Fédérales

Locales à la demande (répartition sur le territoire)

- Déclinaison locale :

53 :

Objectif 1 : obtenir DTA – lire – questionner – médiatiser - surveiller – rencontrer en essayant de ne pas vexer les interlocuteur·rices allié·es

Objectif 2 : constituer une équipe SUD éduc & Solidaires

Objectif 3 : constituer une équipe IS et avec assos de parents

Objectif 4 : se rapprocher d'assos de victimes

Objectif 1 : obtenir DTA – lire – questionner – médiatiser surveiller – rencontrer en essayant de ne pas vexer les interlocuteur·rices allié·es

-Demande de DTA aux propriétaires / aux employeur·es.

Réceptions diverses : Mairies, Département, Région. Réception uniforme de l'EN : rien

-Analyses de DTA

-Courriers : propriétaires, employeurs, ISST. Employeur·es font peu voire rien.

-Veille

Les (petites) réussites tiennent à des personnes qui sont elles-mêmes entre le marteau et l'enclume, ce qui est perturbant dans le temps.

-Seul pendant 1 an. 3 camarades nouvellement formées.

-Pas de siège en F3SCT => courriers, audiences, attente de demandes des autres OS, car pas de réactions dans un premier temps

Médiatisation : atteindre les parents => FCPE

Difficulté à rester courtois dans le temps car on veut juste le respect des lois et règlements.

Objectif 2 : constituer une équipe SUD éduc & Solidaires

Aide des déchargées => envie de m'aider davantage => formation

Envie des Solidaires de rejoindre

Objectif 3 : constituer une équipe IS

D'abord frein

Victoire IS nationale => GT 53 et PDL en instances

GT53 => contact par FSU53 pour un GT DSDEN

Région PDL

-GT SUD éduc amiante qui existe surtout par liste de diffusion et par le travail de Guillaume.
Difficultés à se rencontrer (temps).

-F3SCT : travail IS => Guillaume.

Agir dans son établissement

Projet d'établissement démocratie scolaire possibilité d'agir dans l'établissement utiliser le lieu de classe pour montrer l'efficacité du collectif et de l'entraide sur l'individualisme et la compétition sensibiliser les projets action coaction accompagner écouter échanger agir collectivement pour faire pression sur les entreprises et les pouvoirs publics.

Éco syndicalisme :

Habitat collectif, diminuer les déplacements syndicaux en avion, s'impliquer dans un éco-village, travailler aux convergences syndicales écolo et sociale, solidarité justice sociale, apporter du collectif plus de liens sociaux agir sur les causes hiérarchiser les causes insister sur les causes enseigner plus les causes.

Agir dans son environnement :

développer l'esprit critique chercher des autorités accompagner l'intelligence écolo ne pas rassurer mais motiver à agir sensibilisation sur les actions qui ont des résultats concrets encourager économiser réparer changer agir faites pas comme nous maintenant après c'est trop tard les encourager à spanner les parents

s'engager dans les luttes locales et globales, devenir consomm'acteur, maison commune, unification du syndicalisme de transformation sociale, analyse critique des politiques publiques et des écocitoyennetés, rompre avec le capitalisme, abolition de l'état, manger les ultra riches, autogestion terre et liberté vers autonomie, socialisation des moyens de production.

Mercredi 4 décembre séance plénière

66 : lien avec l'interpro sur les mobilités et des déplacements doux il y a des revendications transversales sur le fret et les déplacements en train

AES existe dans le 06 avec une lutte contre la béton isolation sur la plaine du Var l'agriculture et les prochains géo diversité également, les tablettes dans les lycées avec un congrès liant écologie éducation et syndicalisme et la FCPE du 06 travaille sur le bâti scolaire

Dans le 93 plan d'urgence en matière syndicale bilan chiffré sur le bâti sur les 130 collèges 70% doivent revoir leur isolation avec beaucoup d'amiante et le travail de recensement continue avec la FCPE

en Charente réouverture Angoulême Limoges, association locale en direction des élus qui sont les appuis politiques, lutte contre les méga bassines 2022 2023, préservation de l'eau désobéissance civique

Dans l'Allier environnement écologie restauration circuit court, éviter fermetures des écoles Cyril base de données d'établissement pour lutter contre l'amiante droit de retrait en 2017 faire des relevés, débiter les luttes environnementales sur une expertise militante, une contre-expertise syndicale et militante

Dans le 91 qu'est-ce qui est important travailler en période de canicule ? la ventilation ? enquête transport déplacement les personnels ? les élèves ? ramener les collègues vers un projet collectif, tri des poubelles, vision individualiste à combattre et obtenir des moyens financiers

Paris vague numérique pollution numérique Manuel numérique

Le Havre isolation des bâtiments plateforme commune CGT et FSU SUD à différents niveaux local régional et national faire preuve d'une certaine unité pour construire des mobilisations SNETAP agricole 2 adversaires le capitalisme et le complotisme quelle consommation ? l'utilisation des réseaux sociaux pour contrer le complotisme, augmenter les connaissances sur la biodiversité avec l'exemple des fresques du climat controversée scientifique, veille scientifique dans le supérieur, utilisation de la communication numérique

CGT éducatif 13 /Bâti scolaire plan de rénovation tout numérique fracture numérique question écolo AVALE 13 discrimination des actions syndicales ArcelorMittal Fos-sur-Mer

réécriture des programmes prisme Inter catégoriel greffe pour le climat lien étudiants et organisations syndicales

sud 13 territoires sacrifiés réflexion comment reconverter travail intersyndical connaissance du travail reconversion d'un territoire en lien avec l'écologie déclassement social un ou un changement de paradigme

BIFAS vallée de la chimie il y a des écoles échanges en intersyndicales



Équipe organisation et les secrétaires fédéraux
(Charlotte VANBESIEN FERC CGT, Benoît TESTE FSU, Maud VALEGAS Sud éduc)